

Garantie de paiement à hauteur de 9 mois de loyers et charges

ATTENTION : Demande à déposer impérativement au plus tard dans les 2 mois suivants l'entrée dans les lieux : _____ / _____ / 20____
 (date d'entrée à préciser)

Cadre réservé au CIL

| | | | |
|----------------------------|-------------------------|-----------------------|--|
| DOSSIER N° : _____ | | NOM : _____ | |
| ENTREPRISE : _____ | | N° ENTREPRISE : _____ | |
| Date de réception _____ | Lieu de réception _____ | Réfèrent _____ | |
| Dossier expédié le : _____ | | | |
| Montant : _____ | | | |
| Durée : _____ | | | |

ETAT CIVIL – SITUATION PROFESSIONNELLE

| DEMANDEUR | CO-DEMANDEUR |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle <input type="checkbox"/> Mr | <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle <input type="checkbox"/> Mr |
| Nom : | Nom : |
| Prénom : | Prénom : |
| Nom de jeune fille : | Nom de jeune fille : |
| Date de naissance : | Date de naissance : |
| Lieu de naissance : | Lieu de naissance : |
| Nationalité Française <input type="checkbox"/> Autre (à préciser)..... | Nationalité Française <input type="checkbox"/> Autre (à préciser)..... |
| Adresse : | Adresse (si différente du demandeur) : |
| | |
| Code postal : | Code postal : |
| Ville : | Ville : |
| Tél. domicile : | Tél. domicile : |
| Tél. portable : | Tél. portable : |
| Email : | Email : |

SITUATION FAMILIALE

(1) célibataire veuf(ve) union libre pacsé(e) divorcé(e) ou en instance de divorce
 marié(e)

Nombre d'enfants fiscalement à charge : _____ Année(s) de naissance : _____

Enfant(s) à naître : _____ Autre(s) personne(s) vivant au foyer : _____

(1) Cocher la case correspondante

RESSOURCES MENSUELLES

| | DEMANDEUR | CO-DEMANDEUR |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------|
| Salaire mensuel net payé (ou retraites, allocations chômage, RSA, pensions sauf alimentaire) | | |
| 13 ^{ème} mois ou primes (moyenne mensuelle) | | |
| Autres ressources (pension alimentaire, rentes, revenus locatifs) | | |
| Montant mensuel des Allocations Familiales | | |
| Estimation du montant APL ou AL du nouveau logement | | |

Avez-vous une(des) pension(s) alimentaire(s) à verser ? ⁽¹⁾ oui non Si oui, montant mensuel : €

Avez-vous des prêts en cours ? ⁽¹⁾ oui non Si oui, compléter le tableau suivant :

| Objet | Prêteur | Montant initial | Durée | Date de la dernière échéance | Charges mensuelles |
|-------|---------|-----------------|-------|------------------------------|--------------------|
| | | € | | | € |
| | | € | | | € |
| | | € | | | € |

SITUATION DU DEMANDEUR

Vous avez plus de 30 ans et vous êtes :

- ⁽¹⁾ Salarié(e) d'une entreprise du secteur assujetti Travailleur saisonnier d'une entreprise du secteur assujetti
 Retraité de moins de 5 ans Autres (à préciser) :

Vous avez moins de 30 ans et vous êtes :

- en recherche d'emploi en Contrat à Durée Indéterminée
 en Contrat à Durée Déterminée en situation de premier Contrat à Durée Indéterminée
 étudiant salarié ou boursier d'Etat en formation au sein d'une entreprise (à préciser) :
 Divers (*salarié(e) du secteur agricole, contrats aidés, chèque emploi service...*) :

Si salarié(e), indiquer :

Date d'entrée dans l'entreprise :
Nom et adresse de l'employeur :
.....

Si congé parental : Date début Date de fin.....

Avez-vous déposé un dossier auprès de la commission de surendettement de la Banque de France en vue de l'élaboration d'un plan de redressement ?

⁽¹⁾ Oui dans ce cas, fournir le justificatif (cf. liste des pièces à joindre) Non

DECLARATION

Je (nous) soussigné(e)(s) certifie(ons) l'exactitude des renseignements ci-dessus et déclare(ons) sur l'honneur :

- ne bénéficier d'aucune autre aide (garantie de paiement de loyers et de charges) accordée pour le même motif par un autre dispositif d'aide à l'accès au logement et ne pas avoir déposé de demande similaire auprès d'un autre CIL/CCI,
- J'ai (nous avons) bien noté qu'en cas de mise en jeu de la garantie de paiement de loyer et de charges, les fonds seront versés au bailleur à charge pour moi de les rembourser à INICIAL sur une durée maximale de trois ans.
- J'ai bien noté que la GARANTIE LOCA-PASS[®] est plafonnée à 2 300 € par mensualité garantie.
- J'ai bien noté que la GARANTIE LOCA-PASS[®] est exclusive, pour le même logement, d'une aide de même nature accordée par le Fonds de Solidarité Logement (FSL), ainsi que de la GARANTIE DES RISQUES LOCATIFS[®] (GRL) et de toute assurance pour la Garantie des Loyers Impayés (GLI) pouvant être souscrite par le bailleur, l'octroi ou la souscription actuelle ou future de telles garanties FSL, GRL ou GLI étant susceptible d'entraîner la caducité de la GARANTIE LOCA-PASS[®] accordée.
- Je m'engage à fournir la notification définitive de bourse d'Etat français dans les 6 mois qui suivent la présente demande.

Fait à , le.....

Signature du locataire

faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

Fait à , le.....

Signature du co-locataire

faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

⁽¹⁾ Cocher la case correspondante

Cette présente demande ne vaut, en aucun cas, accord tacite d'INICIAL

Cadre réservé au BAILLEUR ou son représentant

| BAILLEUR (obligatoire) | MANDATAIRE POUR LA GESTION |
|--------------------------------------------|------------------------------------------------|
| Nom et prénom ou raison sociale : | Nom et prénom ou raison sociale : |
| Adresse : | Adresse : |
| Code postal : Ville : | Code postal : Ville : |
| Téléphone : | Téléphone : |
| Email : | Email : |
| | Date de signature du mandat de gestion : |

En contrepartie de cette aide, le bailleur ou son représentant ci-dessus nommé, s'engage à informer immédiatement INICIAL de la date à laquelle le locataire aura donné congé.

Le(s) locataire(s) devant occuper le logement :

Nom(s) :

Prénom(s) :

CARACTERISTIQUES DU LOGEMENT

Nature du parc :

- Social conventionné Structure collective Privé conventionné ANAH libre (uniquement SCI)
 Social non conventionné

Type de logement :

- maison appartement Garage : oui non Parking : oui non
Nombre de pièces : Surface habitable : m² Surface annexes : m²

Adresse :
.....

Code postal : Ville :

Montant du loyer : € Durée du bail :

Montant des charges : € Paiement du loyer : échu à échoir

Chauffage compris : oui non Périodicité de quittancement :

Location commençant le : Modalité de révision :

DECLARATION

Je soussigné(e) le bailleur ou son représentant, certifie l'exactitude des renseignements ci-dessus et, en cas d'accord d'INICIAL pour l'octroi de l'aide demandée par le locataire, m'engage à louer le logement à ce dernier aux conditions indiquées dans la présente page sans qu'une assurance pour la Garantie des Loyers Impayés (GLI) ou un PASS-GRL® n'aient été souscrits.

J'ai bien noté que pour la garantie de paiement de loyer et de charges, l'acceptation d'INICIAL sera matérialisée dans une annexe au bail et que la mise en jeu de la garantie est subordonnée à la défaillance du locataire après une première mise en demeure (lettre de rappel après 1^{ère} relance) restée infructueuse. Le décompte présenté à INICIAL fera apparaître le montant de l'APL (ou AL) directement versé au bailleur et qui viendra en déduction.

J'ai bien noté que la GARANTIE LOCA-PASS® est plafonnée à 2 300 € par mensualité garantie.

J'ai bien noté que la GARANTIE LOCA-PASS® est exclusive, pour le même logement, d'une aide de même nature accordée par le Fonds de Solidarité Logement (FSL), ainsi que de la GARANTIE DES RISQUES LOCATIFS® (GRL) et de toute assurance pour la Garantie des Loyers Impayés (GLI) que j'aurais pu ou serais susceptible de souscrire. Je déclare avoir connaissance que l'octroi ou la souscription actuelle ou future de telles garanties FSL, GRL ou GLI est susceptible d'entraîner la caducité de la GARANTIE LOCAPASS® et m'obligera à procéder au remboursement des sommes qui auraient d'ores et déjà pu m'être versées par INICIAL pour le compte du locataire.

Fait à, le

Cachet et Signature

⁽¹⁾ Cocher la case correspondante

PIECES A FOURNIR PAR LE LOCATAIRE ET LE CO-LOCATAIRE

Remarque : Dans le cas où le bail est établi pour deux locataires, le dossier d'INICIAL et les pièces sont à fournir pour chacune d'entre elles.

- Pour les demandeurs avec enfants, **photocopie** du livret de famille
- Pour les demandeurs (non mariés sans enfant), **photocopie** de la carte d'identité ou carte de séjour (recto et verso)
- Relevé d'Identité Bancaire **au nom** du locataire
- Relevé d'Identité Bancaire du bailleur ou du mandataire
- Justificatif de la situation au moment de la demande :
 - attestation de l'employeur datée de moins d'un mois mentionnant l'emploi et le type de contrat, **ou photocopie** du dernier bulletin de paie,
 - **ou** attestation de Pôle Emploi datée de moins d'un mois précisant que vous êtes actuellement à la recherche d'un emploi. Et si vous percevez des ASSEDIC ou le RSA, copie de la notification et copie du dernier avis de paiement,
 - et/ou attestation de la Caisse d'Allocations Familiales(CAF)
- Justificatifs pour les étudiants :
 - **photocopie** de la carte d'étudiant de l'année en cours
 - **photocopie** de la notification conditionnelle d'attribution de bourse pour l'année en cours
 - **photocopie** de la notification définitive à fournir impérativement dans les 6 mois qui suivent la présente demande sous peine d'inéligibilité au dispositif (*pour les étudiants boursiers de l'Etat Français*)
- Une copie du plan de redressement de la Commission de surendettement de la Banque de France ou la copie du récépissé de dépôt de dossier auprès de la Banque de France si le plan n'a pas encore été élaboré.
- Si le dossier est déposé après l'entrée dans les lieux, copie de la(des) quittance(s) de loyer
- **Photocopie** du bail daté et signé par vous-même(s) et le bailleur ou son mandataire
- **Photocopie** de l'état des lieux d'entrée, daté et signé par vous-même(s) et le bailleur ou son mandataire

(Si ces deux derniers documents ne peuvent pas être fournis avec le dossier de demande, ils devront **impérativement** être adressés à INICIAL avec le retour des 3 annexes au bail acceptées)

Les points rencontre INICIAL :

| | | | | | |
|--------------------------|------------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------------------------|----------------|
| BOLBEC - 76210 | CCI, 16 bis avenue Foch | 02 32 84 47 44 | QUIMPER Cedex - 29104 | 14 rue de la Troméie BP 1427 | 02 98 90 48 55 |
| BREST Cedex 2 - 29220 | CCI, 1 place 19è RI BP 92028 | 02 98 00 38 27 | RENNES Cedex - 35042 | 1 rue du Scorff CS 54221 | 02 99 27 20 00 |
| FOUGERES - 35300 | CCI, 50 rue Nationale | 02 99 94 75 81 | RENNES - 35000 | 19 rue de la Chalotais | 02 99 67 30 30 |
| LANDERNEAU Cedex - 29419 | Parc d'Innovation Mescoat CS 20931 | 02 98 85 42 00 | ST BRIEUC Cedex 1 - 22004 | 5 place de la Liberté BP 422 | 02 96 68 92 12 |
| LORIENT - 56100 | 10 ter bd Général Leclerc | 02 97 21 67 64 | ST MALO - 35400 | 30 bd des Talards | 02 99 56 85 77 |
| MORLAIX Cedex - 29679 | CCI, Aéroport CS 27934 | 02 98 62 39 09 | VANNES - 56000 | 7 rue Ella Maillart PA de Laroiseau | 02 97 54 21 04 |
| NANTES Cedex 1 - 44090 | 4 place A. Briand BP 19011 | 02 40 47 48 42 | VITRE - 35500 | 30 rue de Paris | 02 99 74 55 88 |

Les permanences INICIAL :

| | | | | | |
|-------------------------------------------|----------------------------------------|----------------|-------------------------------------------|--------------------|----------------|
| LOUDEAC - 22600 | CCI, 5 rue Bigrel, Rés. les Promenades | 02 96 68 92 12 | REDON - 35600 | 33 rue Victor Hugo | 02 99 72 34 87 |
| Tous les jeudis après-midi de 14H à 17H30 | | | Tous les jeudis après-midi de 14H30 à 17H | | |

www.inicial.fr

Loi informatique et libertés, article 27

«Les informations recueillies dans le présent questionnaire ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure que pour les seules nécessités de la gestion ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.»